Le "collectif réa" est prêt à repartir au combat

PROVENCE 15/10/2016

Il a tenu une conférence de presse de rentrée il y a quelques jours

Dernièrement, les membres du "collectif pour une réanimation à Manosque" se sont réunis pour faire le point sur les actions engagées cet été, et celles à venir.

Le 30 juillet dernier, ils ont envoyé un courrier à tous les présidents des conseils de surveillance des hôpitaux du 04 pour les alerter sur les effets catastrophiques qu'aura la loi "Touraine" sur notre département et en particulier l'instauration des GHT (groupement hospitalier de territoire). *"Tout cela pour faire des économies à hauteur de 3 milliards d'€ sur les hôpitaux et à la clé la suppression de 22000 postes et de 16000 lits de médecine et de chirurgie (dont 980 en Paca)."*

Autour de Jean-François Pellarrey, le Collectif Réa a annoncé ses projets de rentrée. / PHOTO P.S.

La "nomadisation" pointée du doigt

Cette réforme autoriserait les GHT à mettre en oeuvre la "nomadisation" du personnel hospitalier, c'est-à-dire, par exemple, déplacer une infirmière de Manosque pour l'envoyer à Barcelonnette ou à Castellane, ce qui dégraderait la relation soignant-soigné. En aparté, une information court sur la fermeture ou la réduction des 2/3 des lits du service de pédiatrie du CH de Manosque alors que Manosque est la ville ayant le plus fort taux de démographie de la région.

Alors, on peut s'interroger sur la création d'un service réanimation polyvalente à Manosque avec 8 lits, qui serait renvoyée aux "calendes grecques". Depuis 7 ans, le collectif a multiplié les actions pour cette création: une pétition de 63000 signataires, une étude en 2012 démontrant que l'absence d'un service réa à Manosque induit chaque année 20 pertes de vie humaine parce que les patients sont admis trop tardivement sur Aix ou Marseille et de multiples interventions auprès des élus locaux, régionaux.

Des rendez-vous jugés "infructueux"

Le collectif a relancé le Président de la région et le Préfet du 04 pour les rencontrer sur ce dossier qui pourrait sauver 20 vies par an - équivalent au nombre de morts sur nos routes du 04 !). Récemment, à leur demande, ils ont été reçus par Bernard Bigot, le directeur général d'Iter Organizationmais l'entretien n'a pas été constructif. Jean-François Pellarey s'insurgeait car, dit-il, *"tout le monde se planque derrière des tas de raisons pour éviter ce dossier de la Réa. Ils nous reçoivent mais rien ne bouge. À l'hôpital de Manosque, tout est prêt pour la création de cette unité. Aujourd'hui, la plupart du personnel qualifié est présent sur l'hôpital."* Or dans un premier temps, pour assurer les gardes, il ne faudrait recourir qu'à 2 ou 3 médecins d'autres hôpitaux. Tout ceci démontrerait que la création d'une réanimation à Manosque peut devenir une réalité si la volonté politique de sauver des vies humaines, l'emporte sur la logique des coûts.

Le collectif ne désarme pas et il va continuer ses actions sur cette fin d'année et en 2017. Il va organiser une deuxième édition des états généraux de la santé sur le 04, avec des acteurs et des professionnels de la santé du 04 et il va lancer un appel à témoin pour recueillir des témoignages de familles ou de proches sur les conséquences de l'absence d'une réanimation à Manosque.

P.S.